

PRÉFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature au titre de la protection de l'Environnement;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration du 30 novembre 1977, délivré à M. Henri ROSALIE, au titre d'une installation classée sise « 8 rue de la Ville Combault » en LANDEHEN, pour exploiter un élevage de 150 animaux équivalents, soit 150 lapins;
- VU le récépissé de déclaration du 13 août 1976, délivré à M. Henri ROSALIE, au titre d'une installation classée sise à la même adresse en LANDEHEN, pour exploiter un élevage de 150 animaux équivalents, soit 150 lapins;
- VU le récépissé de déclaration du 19 février 1974, délivré à M. Henri ROSALIE, au titre d'une installation classée sise à la même adresse » en LANDEHEN, pour exploiter un élevage avicole de 40000 animaux équivalents, soit 40000 poulettes démarrées;
- VU le récépissé de déclaration du 9 décembre 1974, délivré à M. Henri ROSALIE, au titre d'une installation classée sise à la même adresse en LANDEHEN, pour exploiter un élevage avicole de 20000 animaux équivalents, soit 20000 poulettes démarrées (projet non réalisé);
- VU l'arrêté préfectoral du 13 février 1990, autorisant M. Jacques ROSALIE, au titre d'une installation classée sise à la même adresse en LANDEHEN, à exploiter un élevage avicole de 34000 animaux équivalents, soit 34000 poulets de chair;

- VU la demande présentée par **Le GAEC ROSALIE (Henri Jacques)**, au titre d'une installation classée sise à la même adresse en LANDEHEN, en vue de procéder à la régularisation administrative d'un élevage avicole partiellement autorisé (anciennement poulettes démarrées et poulets, devenant exclusivement poulettes démarrées), et la création d'une unité de fabrication d'engrais et de supports de culture, pour un cheptel global de 120000 animaux-équivalents, exploité à LANDEHEN au lieu-dit Hôtel d'En Haut;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de BREHAND, LAMBALLE, LANDEHEN, MESLIN, SAINT TRIMOËL, émises respectivement les 1er octobre 1999, 22 septembre 1999, 7 octobre 1999, 10 septembre 1999, 27 septembre 1999 ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées des 2 août 2001 et 02 février 2002 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 26 octobre 2001;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.512-2 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 511-1 du Code de l'environnement;
- CONSIDERANT que le déclarant ne respecte pas les distances prescrites par l'arrêté réglementaire susvisé du fait que l'implantation d'un bâtiment est à moins de 100 mètres des tiers les plus proches ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1ER -

A. - Le GAEC ROSALIE (Henri Jacques) est autorisé à exploiter à LANDEHEN au lieu-dit « Hôtel d'En Haut » (section ZB et ZM : N°52-53-91 / 11-12), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 120000 animaux équivalents (soit 120000 poulettes démarrées en présence simultanée) à moins de 100 mètres des tiers les plus proches,

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation (rubrique 2111 de la nomenclature) sous réserve du respect des prescriptions réglementaires en vigueur et de celles définies ci-après.

B. – Il est donné acte, au titre de l'installation classée « Le GAEC ROSALIE (Henri Jacques) », qu'une unité de fabrication d'engrais et de supports de culture à partir des matières organiques, dont la capacité moyenne de production est de 828 tonnes par an (fumier - amendements organiques Norme NFU 44051), va être exploitée à LANDEHEN à la même adresse, conformément aux plans annexés à la demande,

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration (rubrique 2170 de la nomenclature) sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000 et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :

2-1 - l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Prescriptions générales de sécurité :

2-2-1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé dans le hangar (unité de fabrication d'engrais organiques) et à proximité d'une issue.

2-2-4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 - installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-2-6 – Le GAEC ROSALIE (Henri Jacques) devra faire réaliser par un organisme agréé un bilan de la situation acoustique des poulaillers et ses annexes (groupe électrogène) et prendre, le cas échéant, les mesures correctives.

2-3 Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2-3-1 – la surface des poulaillers ne devra pas dépasser 5570 m²

2-3-2 - toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel d'un poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des bâtiments seront collectés et traités. *Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.*

3-3 Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture :

3-3-1 - La fabrication des produits (fumier) sera réalisée par maturation du fumier dans un hangar aménagé d'une surface de 525 m² permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement.

3-3-2 - *Conformité des produits* : conformément au dossier déposé, les engrais fabriqués devront répondre aux exigences des normes en vigueur (fumier - Amendements organiques Norme NFU 44051). Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination à mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3-3-3 - *Destination des produits* : les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel (exceptées les parcelles du plan d'épandage présenté dans le dossier).

3-3-4 - *Traçabilité des produits* : le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits fabriqués comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site,
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final,
- Nature,
- Nom du transporteur,
- Quantité en tonnes et en m³.

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel comportant :

- les informations définies ci-dessus,
- les originaux des bons d'enlèvement,
- un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (Le Gouessant à LAMBALLE), certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par ledit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus, si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants, ou est rompu, le pétitionnaire devra, soit fournir un autre contrat présentant les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage (120000 poulettes).

3-4 Délai des travaux :

3.4.1 - Les travaux prévus au présent alinéa 2.2.6 seront réalisés dans un délai de trois mois à compter de la date du présent arrêté préfectoral.

3.4.2 - Les travaux prévus pour l'installation de la fabrique d'engrais et supports de culture à partir de matière organique seront réalisés dans un délai de six mois à compter de la date du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée de justificatifs.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LANDEHEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace les récépissés de déclaration des 30 novembre 1977, 13 août 1976, 19 février 1974, 9 décembre 1974 et l'arrêté préfectoral du 13 février 1990 susvisés.

ARTICLE 3 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Maire de LANDEHEN

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à l'exploitant (pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police) ainsi qu'aux maires de BREHAND, LAMBALLE, LANDEHEN, MESLIN, SAINT TRIMOËL pour information.

SAINT-BRIEUC, le 20 FEV. 2002

LE PREFET,




Marie-Françoise HAYE-GULLAUD